

## **ALLOCUTION PRONONCÉE PAR NATHALIE MOREL, PRÉSIDENTE, À L'OCCASION DU LANCEMENT DU PLAN RÉUSSIR DE LA CSDM**

Madame la Présidente et Monsieur le Directeur général de la CSDM. Chers collègues enseignants, professionnels et personnels de soutien. Chers parents, distingués invités et représentants des médias.

Bonjour.

C'est avec grand honneur que je m'adresse aujourd'hui à vous en tant que présidente de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal et porte-parole des quelque 8000 enseignantes et enseignants des écoles de la CSDM, qui font quotidiennement un travail colossal et qui méritent toute notre reconnaissance.

Je suis ici aujourd'hui afin de signifier l'appui de ce même personnel enseignant aux deux orientations principales du plan Réussir de la CSDM, que sont la volonté d'améliorer la maîtrise du français ainsi que la promesse d'offrir le soutien requis aux élèves qui présentent des besoins particuliers. Ces deux orientations prennent d'ailleurs un sens bien particulier dans le contexte de l'école montréalaise qui accueille le plus grand nombre d'élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou de comportement ainsi que le plus d'élèves allophones n'ayant pas le français comme langue maternelle.

Elles influent aussi directement sur la réussite de tous nos élèves, jeunes et adultes, ainsi que sur nos conditions d'exercice. Pour l'Alliance, comme pour ses membres, la réussite éducative, l'égalité des chances de réussite et la lutte au décrochage scolaire ont toujours été et demeurent des enjeux prioritaires pour lesquels nous militons depuis de nombreuses années et continuerons de le faire. La situation est critique pour la jeunesse montréalaise dont plus d'un élève sur trois n'a ni DES ni DEP à l'âge de 20 ans et nous croyons qu'il est important de conjuguer nos forces à celles de la CSDM afin de proposer des moyens concrets pour améliorer cette situation.

En fait, le portrait est encore pire qu'en 1992, alors que l'Alliance réclamait, avant toute autre organisation, la tenue d'états généraux sur l'éducation pour freiner l'escalade des taux d'échec et de décrochage des élèves montréalais. Nous connaissons toutes et tous la suite des choses. Les chantiers proposés par la Commission des États généraux, centrés sur l'égalité des chances de réussite de tous les élèves, ont été détournés et ratatinés dans le seul panier de la réforme de l'éducation qui, reconnaissons-le clairement, n'a pas amélioré le sort des élèves de l'école montréalaise, bien au contraire. Dix ans plus tard, il est maintenant temps de corriger le tir et de se recentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire sur une réussite scolaire qualifiante et sur l'apport de moyens concrets afin d'y arriver. La Commission scolaire de Montréal semble l'avoir compris et nous convie à réhabiliter la transmission et l'évaluation systématique des connaissances, ce qui est réclamé, tant par les profs de l'Alliance que par leurs collègues de la FAE. Nous serons donc au rendez-vous, tout en nous assurant que l'exercice permettra d'alléger la tâche des enseignantes et enseignants en matière d'évaluation.

Pour les membres de l'Alliance, aucun plan visant la réussite ne peut être crédible s'il ne se fait dans le contexte de l'instruction et de la maîtrise des contenus disciplinaires. La réussite, la vraie, ne peut pas passer par un nivellement par le bas des exigences de l'école et elle doit se mesurer en termes de maîtrise des connaissances, tant à l'école primaire que secondaire. Il faut donc convaincre le MELS de s'engager dans la révision des encadrements légaux pour que tout cela ait un sens et que l'on soutienne véritablement chaque élève au développement de son plein potentiel.

Dans le même esprit, toutes les mesures visant à améliorer les services aux élèves handicapés, en difficulté d'apprentissage ou d'adaptation, dans tous les secteurs et établissements de la CSDM, obtiendront notre adhésion, si celles-ci ne signifient pas un alourdissement de la tâche des profs et se font dans le respect de leur autonomie professionnelle. En ce sens, l'engagement de la CSDM de prévoir l'accès aux différents services complémentaires pour les élèves de l'ÉDA et de la FP est un point important. Ces services y sont présentement quasiment inexistantes alors qu'au secteur des jeunes ils sont nettement insuffisants. Nous réclamons aussi le maintien des classes spécialisées pour les EHDA, tant au primaire qu'au secondaire, car nous croyons que ces classes, avec leurs ratios réduits, avec le soutien à temps plein d'enseignants-orthopédagogues et de personnels professionnels et de soutien, sont présentement le modèle le plus complet pour répondre aux besoins de ces élèves.

D'autres orientations du plan Réussir de la CSDM viendront combler de grands vides laissés par le plan national annoncé par Mme Courchesne la semaine dernière. En tête de liste, l'implantation de classes de maternelle pour les élèves de 4 ans dans toutes les écoles.

L'intervention précoce comme moyen de surmonter les difficultés fait l'unanimité, mais le dépistage des difficultés des enfants de 0-5 ans annoncé par la ministre ne peut se faire que dans les CPE, car une très grande proportion de nos futurs élèves ne les fréquentent pas. Il nous faut convaincre le ministère de soutenir cette mesure afin que la soixantaine d'écoles qui offrent ce service à Montréal puissent être jointes par toutes les autres. Elle doit aussi être complétée, non seulement par le dépistage, mais aussi par la garantie de services telles l'orthopédagogie, la psychoéducation et l'orthophonie pour traiter les difficultés.

Même constat pour les baisses de ratios au secondaire. La réduction de la taille des classes au primaire, surtout celles des milieux défavorisés, est une décision courageuse de la ministre Courchesne que nous saluons. Pour poursuivre la lutte au décrochage, il faut non seulement intervenir au primaire pour prévenir, mais également réduire la taille des groupes au secondaire au moment où l'élève vit le plus cruellement le dilemme de poursuivre ou de décrocher.

En conclusion, permettez-moi d'aborder les questions de valorisation de la profession enseignante, de préoccupations citoyennes exprimées récemment ainsi que du rôle de l'État comme conditions essentielles au succès de ce combat que nous menons.

Comment arriver à combiner ces forces vives et à les faire converger vers notre objectif commun d'améliorer la réussite scolaire?

Je vous propose, bien simplement, de laisser aux profs et aux divers personnels des écoles la liberté et l'autonomie de faire leur travail, de reconnaître leur expertise et de leur faire confiance; d'encourager les citoyens, organismes et gens d'affaires à concentrer leurs efforts et leurs interventions dans leurs milieux respectifs afin d'améliorer le sort des familles, et aux parents, de tout simplement jouer leur rôle. Quant au gouvernement, c'est à lui que revient la responsabilité de nous donner les moyens financiers et humains nécessaires à la réussite de l'école montréalaise, elle qui fait face à des défis présents nulle part ailleurs au Québec. Les efforts consentis à ce jour sont intéressants, mais grandement insuffisants... car ce n'est pas tant dans les objectifs visés par les plans de lutte au décrochage que nous pourrions obtenir l'espoir d'améliorer le sort de nos élèves, mais bien dans les moyens qui seront mis en place pour leur réalisation.

Merci de votre attention.

L'allocution prime la version imprimée.

